

[Accueil](#) / [France - Monde](#) / [Vie pratique - conso](#)

Guerre en Ukraine : huile, pain, viande... Faut-il craindre une pénurie de certains produits de consommation en France ?



Guerre en Ukraine : huile, pain, viande... Faut-il craindre une pénurie de certains produits de consommation ? / Photo de Laura James provenant de Pexels



[Vie pratique - conso](#), [Guerre en Ukraine](#), [Economie](#)

Publié le 05/04/2022 à 06:31 , mis à jour à 09:51

La guerre en Ukraine fait planer la menace d'un risque de pénurie de certains produits de consommation. Les Français doivent-ils s'inquiéter ? La Dépêche du Midi fait le point.

"Les tensions que l'on peut ressentir en ce moment, ce sont des pénuries d'anticipation", nous rassure d'emblée Rodolphe Bonnasse, expert de la grande distribution. Une position partagée par Olivier Dauvers, également spécialiste du domaine. "Les raisons qui avaient, par exemple, conduit il y a deux ans à des pénuries ne sont pas les mêmes. À l'époque, les capacités de production avaient été quasi stoppées en raison du confinement. Là, le problème est celui de la disponibilité des matières premières", explique-t-il.

"3/4 de la production mondiale d'huile de tournesol est russo-ukrainienne"

Selon lui, c'est donc le comportement du consommateur qui peut entraîner une pénurie de façade. "Les ruptures en rayon sont plutôt la conséquence d'une crainte des consommateurs. Ils vont avoir tendance à acheter un produit de plus qu'ils avaient prévu, provoquant ainsi de courtes pénuries le temps du réapprovisionnement."

Dans le détail, un des premiers produits à connaître des tensions est le tournesol. "Trois quarts de la production mondiale est russo-ukrainienne", nous explique Rodolphe Bonnasse. "Sur certains marchés, comme l'Espagne ou la Belgique, certains acteurs ont commencé à rationner les achats, particulièrement d'huile de friture". En France, l'enseigne Metro, qui fournit les restaurateurs et les professionnels, a ainsi anticipé une possible pénurie en rationnant les ventes.

"Pour le moment, il n'y a pas de rupture, mais si jamais la crise continuait, il pourrait y avoir des tensions très fortes", assure l'expert. Olivier Dauvers se veut de son côté plus rassurant : "Les professionnels vont se tourner vers l'huile de colza ou de palme. On ne manquera pas d'huile."

Inquiétude pour l'alimentation animale

L'Ukraine est également un très fort producteur de céréales, et plus particulièrement de blé. "Pour les céréales à destination du pain et des pâtes, il n'y a pas de raison de s'inquiéter car la France est un très gros producteur de blé de qualité", affirme Rodolphe Bonnasse. "Nous exportons 50 % de notre production. Donc si des tensions très fortes survenaient, nous pourrions privilégier des usages locaux au détriment de l'export."

Les céréales destinées à l'alimentation animale inquiètent cependant plus particulièrement. "Il y a fort à parier qu'il y aura des tensions dont les victimes seront les agriculteurs. Cela pourrait éventuellement se traduire par une augmentation significative des prix des céréales à destination animale, et parfois par des logiques de rupture."

Encore une fois, Olivier Dauvers se veut rassurant. "L'Ukraine a annoncé qu'elle allait semer la moitié de ses céréales. Il ne devrait donc manquer 'que' la moitié de la production ukrainienne. La Chine, les États-Unis, le Canada, ou encore la France produisent également des céréales. Certes, les prix seront plus élevés, et cela pourra être difficile pour les pays du bassin méditerranéen. Mais par pour la France."

Plutôt craindre l'inflation que la pénurie

Autre produit qui pourrait devenir source de tension : l'engrais, dont l'Ukraine est un gros producteur. "Encore une fois, cela pourrait impacter les agriculteurs français, entraînant une baisse des rendements, une baisse de disponibilités, et une hausse des prix", nous explique Rodolphe Bonnasse.

Ainsi, de manière générale, pour Olivier Dauvers, il faut plutôt craindre l'inflation que la pénurie. "Nous ne sommes pas face une rupture mais face à une baisse des disponibilités, c'est très différent", indique-t-il. "Aujourd'hui, les industriels disent qu'il n'y a pas de rupture brutale d'approvisionnement des produits alimentaires", résume de son côté Rodolphe Bonnasse. "Il y a une tension sur les prix et sur toute la chaîne de production, et des pénuries d'anticipation. Cependant, si jamais le dispositif venait à se gripper, des pénuries pourraient avoir lieu d'ici 3 à 4 mois."



Elsa Péault
suivre ce journaliste

[Voir les commentaires](#)